

**CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI)**  
**NORMES FONDAMENTALES DU TRAVAIL**  
**INTERNATIONALEMENT RECONNUES AU BÉNIN, AU BURKINA**  
**FASO ET AU MALI**

**RAPPORT POUR L'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**  
**DU BÉNIN, DU BURKINA FASO ET DU MALI PAR LE CONSEIL**  
**GÉNÉRAL DE L'OMC**

(Genève, les 4 et 6 octobre 2010)

**NOTE DE SYNTHÈSE**

Le Bénin, le Burkina Faso et le Mali ont ratifié les huit Conventions fondamentales du travail de l'OIT. Compte tenu des restrictions aux droits syndicaux des travailleurs, de la discrimination, du travail des enfants et du travail forcé, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali doivent adopter des mesures pour satisfaire aux engagements auxquels ils ont souscrit à Singapour, à Genève et à Doha dans les Déclarations ministérielles de l'OMC au cours de la période 1996-2001, dans la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ainsi que dans la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale, adoptée en 2008.

Les travailleurs/euses bénéficient généralement du droit de former des syndicats et du droit de négociation collective et la négociation collective est courante dans l'économie formelle, à l'exception du Mali où certaines conventions collectives n'ont pas été renégociées depuis 1956. Le droit de grève est généralement restreint dans la pratique et la définition des services essentiels par ces trois pays est très large.

Les femmes font l'objet de discrimination en termes d'accès à l'emploi, d'égalité de rémunération et de participation aux fonctions hautement qualifiées et rémunérées. Dans ces trois pays, le taux d'alphabétisation des femmes est d'environ la moitié de celui des hommes. Les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH/SIDA sont insuffisamment protégées par la loi et leur accès à l'emploi et aux services sociaux est limité.

Le travail des enfants est interdit dans les trois pays. La législation du Burkina Faso et du Mali n'est pas en conformité avec les Conventions de l'OIT sur l'âge minimum d'admission au travail dangereux. Le respect de la législation est faible en raison de l'absence de ressources et le travail des enfants, en particulier ses pires formes, constitue un problème.

Le travail forcé et la traite des personnes sont illégaux dans les trois pays mais le Mali n'interdit pas toutes les formes de traite. Le travail forcé existe dans la pratique, touchant principalement les enfants. De nombreux rapports indiquent que les formes traditionnelles d'esclavage survivent au Mali.

# **NORMES FONDAMENTALES DU TRAVAIL INTERNATIONALEMENT RECONNUES AU BÉNIN, AU BURKINA FASO ET AU MALI**

## **Introduction**

Le présent rapport sur le respect des normes fondamentales du travail internationalement reconnues au Bénin, au Burkina Faso et au Mali s'intègre dans une série de rapports élaborés par la CSI en vertu de la Déclaration ministérielle adoptée lors de la première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Singapour, 9-13 décembre 1996) dans laquelle les ministres déclaraient: « Nous renouvelons notre engagement d'observer les normes fondamentales du travail internationalement reconnues ». La quatrième Conférence ministérielle de l'OMC (Doha, 9-14 novembre 2001) a réaffirmé cet engagement. Ces normes ont bénéficié d'un soutien accru au travers de la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les principes et droits fondamentaux au travail, adoptée par les 174 pays membres de l'OIT lors de la Conférence internationale du travail de juin 1998, et de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée à l'unanimité par l'OIT en 2008.

Les organisations affiliées à la CSI au Bénin sont la CSAB, la CGTB, la COSI et l'UNSTB; au Burkina Faso, l'ONSL, la CSB, la CNTB et l'USTB; et au Mali, l'UNTM et la CSTM.

## **I. Liberté syndicale et droit de négociation collective**

Le Bénin a ratifié la Convention n°87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical en 1960 et la Convention n°98 de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective en 1968. Le Burkina Faso a ratifié la Convention n°87 en 1960 et la Convention n°98 en 1962. Le Mali a ratifié la Convention n°87 en 1960 et la Convention n°98 en 1964.

### **Bénin**

Le Code du travail permet aux travailleurs/euses de former des syndicats et d'y adhérer. Les syndicats doivent déposer leurs Statuts auprès du ministère de l'Intérieur afin d'obtenir leur reconnaissance juridique. Ce processus peut durer jusqu'à trois mois et le syndicat risque une amende s'il ne s'enregistre pas. La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) a critiqué ce fait en tant qu'obstacle à la formation de nouveaux syndicats.

Dans le secteur public, 75% des travailleurs/euses sont syndiqué(e)s alors que dans le secteur privé le taux d'affiliation syndicale est nettement inférieur.

Les travailleurs/euses sont habilité(e)s à négocier collectivement sans ingérence et à faire grève tant dans le secteur public que privé. Les grèves sont également autorisées moyennant un préavis de trois jours précisant la durée de la grève. Le gouvernement peut, toutefois, déclarer l'illégalité d'une grève lorsqu'il considère qu'elle constitue une menace à la paix

sociale et à l'ordre public et peut exiger aux grévistes d'assurer un service minimum. Cette définition va clairement au-delà des dispositions contenues dans la Convention de l'OIT sur l'interdiction des grèves dans les services essentiels. En outre, les gens de mer ne jouissent pas du droit de négociation collective ni du droit de grève, mais le gouvernement prétend que les gens de mer bénéficient, dans la pratique, du droit de négociation collective et que le nouveau Code de la marine marchande leur garantira ces droits juridiquement. Le Code du travail protège les grévistes d'éventuelles représailles.

Dans la pratique, durant les grèves nationales massives en 2008, les autorités ont essayé d'intimider les grévistes, en les menaçant de mettre fin au paiement de leur salaire, d'engager du nouveau personnel ou de réquisitionner des soldats pour les remplacer. Six centrales syndicales ont convoqué une grève afin de revendiquer des mesures contre la baisse du pouvoir d'achat mais le gouvernement n'a pas semblé être disposé à débattre avec elles. Plusieurs dirigeants syndicaux ont reçu des menaces de mort anonymes.

La loi interdit la discrimination antisyndicale et contraint les employeurs à ne pas tenir compte de l'affiliation ni de l'activité syndicale en matière d'engagement, de promotion, de licenciement, de formation et, en général, de traitement envers l'employé. Toutefois, il a été rapporté que des employeurs ont menacé des travailleurs/euses d'être licencié(e)s en raison de leurs activités syndicales et que l'État n'a pas appliqué sa législation en la matière.

Le pays ne compte aucune zone franche d'exportation.

## **Burkina Faso**

La législation garantit la liberté syndicale à l'exception des policiers, des membres de l'armée et d'autres agents de la sécurité.

Les syndicats ont le droit de s'engager dans des négociations collectives en matière de salaires et d'autres conditions de travail. Le droit de grève est également reconnu et exercé; toutefois, la définition d'une grève est assez restrictive. Le gouvernement a promis que l'adoption d'une plus large définition des grèves sera prise en compte dans le cadre des concertations avec les partenaires sociaux dans le processus de révision du Code du travail, qui a été amorcé en septembre 2007. En outre, la législation accorde de larges pouvoirs de réquisition au gouvernement en ce qui concerne « les entreprises privées et des services publics qui occupent des emplois indispensables à la sécurité des personnes et des biens, au maintien de l'ordre public, au maintien du service public ou à la satisfaction des besoins essentiels de la communauté ». En vertu de la Convention n°87, le gouvernement devrait limiter ses pouvoirs de réquisition aux services essentiels au sens strict du terme et fournir une liste des professions qui en sont couvertes.

Dans la pratique, le gouvernement adopte des mesures de représailles contre les grévistes dans le secteur public, notamment la mutation de 105 employés du Trésor public et du ministère des Affaires étrangères à d'autres services publics. Bien que le tribunal ait rejeté les mutations et ait exigé la réinsertion des employés dans leurs anciennes fonctions, le gouvernement a refusé de le faire. Les autorités ont, dans certains cas, adopté des mesures visant à empêcher les grèves dans le secteur public moyennant des réquisitions parmi le personnel qui, dans certains services, ont touché 40% de l'ensemble du personnel. Enfin, le gouvernement aurait arrêté et interrogé des dirigeants syndicaux, qui ont ensuite été libérés sans chef d'accusation.

Environ 50% des employés du secteur privé et 60% des travailleurs du secteur public sont syndiqués. Toutefois, les secteurs public et privé ne regroupent que 15% de la main-d'œuvre; le reste de la main-d'œuvre travaille dans l'agriculture de subsistance.

Le pays ne compte aucune zone franche d'exportation.

## **Mali**

Les travailleurs/euses ont le droit de former des syndicats et de s'y affilier, à l'exception des militaires, des agents de la Garde nationale et des travailleurs/euses âgés de moins de 16 ans dans la mesure où les parents ou les tuteurs de mineurs peuvent s'opposer à leur affiliation à un syndicat. Il est nécessaire que les syndicats déposent leurs Statuts au tribunal local afin d'obtenir leur reconnaissance. La discrimination contre les membres syndicaux n'est pas interdite par la législation.

La Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM) a signalé qu'elle fait l'objet de discrimination de la part des autorités maliennes. Elle est exclue du Conseil supérieur de la fonction publique (CSFP), de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), de l'Institut national de prévoyance sociale (INPS), ainsi que du Conseil socioéconomique et culturel, ce qui constitue une violation des décisions de la Cour suprême du Mali.

La législation garantit à tous les travailleurs/euses le droit de négociation collective. Toutefois, dans la pratique, le gouvernement refuse d'engager des négociations sur la révision de plusieurs conventions collectives fédérales dans différents secteurs, notamment le commerce, la construction, les travaux publics, la mécanique générale, et l'éducation catholique. Le gouvernement malien refuse systématiquement de procéder à la renégociation des conventions collectives, dont certaines datent de 1956. Les employeurs du secteur privé ne sont pas non plus disposés à négocier avec les travailleurs/euses. En octobre 2007, les travailleurs de quatre entreprises – Morila SA, Somadex, Bloombury Mineral Economics et Analabs – exploitant une mine d'or ont lancé une grève commune en vue de revendiquer, entre autres, une prime à la production. Selon la CSTM, les employeurs ont refusé d'engager des négociations avec le comité de coordination des travailleurs/euses à la suite de l'échec des négociations préliminaires entre les comités syndicaux individuels et la direction.

La législation garantit le droit de grève à tous les travailleurs/euses, y compris les fonctionnaires, autorise tous les types de grèves et interdit les représailles contre les grévistes. Le Code du travail de 1992 accorde néanmoins des pouvoirs élargis au ministère du Travail pour recourir à l'arbitrage obligatoire, non seulement lorsque les services essentiels sont impliqués, mais également lorsque le conflit risque de « compromettre le déroulement normal de l'économie nationale, ou intéressant un secteur vital des professions ». Cette formulation n'est pas conforme à la définition des services essentiels contenue dans la Convention n°87 de l'OIT. En outre, le gouvernement n'a pas soumis la liste des services essentiels à la consultation des partenaires sociaux durant l'étape de préparation, laquelle n'est pas conforme aux dispositions de la Convention. Dans la pratique, les grèves ont été réprimées moyennant des licenciements illégaux et des arrestations dans le cas de l'industrie minière en 2005 et la réquisition des services aéroportuaires durant une grève générale en juin 2007.

Le pays ne compte aucune zone franche d'exportation.

## **Conclusions**

*Les travailleurs/euses bénéficient généralement du droit de former des syndicats et d'y adhérer, hormis certaines exceptions, dont les gens de mer au Bénin. La législation garantit le droit de négociation collective et la négociation collective est courante dans l'économie formelle, à l'exception du Mali où certaines conventions collectives n'ont pas été renégociées depuis 1956. Les travailleurs/euses ont le droit de faire grève mais ce droit est généralement restreint pour les travailleurs/euses du secteur public et a été réprimé dans le secteur privé sans conséquence pour les employeurs. Dans les trois pays, la définition des services essentiels est biaisée et les ministres exercent de vastes pouvoirs de réquisition.*

## **II. Discrimination et égalité de rémunération**

Le Bénin a ratifié la Convention n°100 de l'OIT sur l'égalité de rémunération en 1968 et la Convention n°111 de l'OIT sur la discrimination (emploi et profession) en 1961. Le Burkina Faso a ratifié les Conventions n°100 en 1969 et n°111 en 1962. Le Mali a ratifié les Conventions n°100 en 1968 et n°111 en 1964.

### **Bénin**

La Constitution interdit la discrimination fondée sur la race, le genre et d'autres motifs. Le harcèlement sexuel est interdit par une législation de 2006 et des sanctions sont suffisamment strictes aussi bien pour ceux qui y ont recours que pour ceux qui en sont informés mais ne le signalent pas. Toutefois, la législation ne couvre pas les cas de chantage sexuel. L'application de cette législation est faible car les autorités du Bénin ne sont pas suffisamment habilités à reconnaître et à poursuivre ces affaires. Dans la pratique, le harcèlement sexuel serait très commun. Aucune information ne permet de déterminer si des poursuites judiciaires sont engagées contre des cas de harcèlement sexuel.

Le Bénin figure en queue de liste mondiale en matière de disparité entre hommes et femmes, puisqu'il se classe à la 131<sup>e</sup> position sur 134 pays au total. La participation des femmes à la main-d'œuvre est de 69% par rapport à la participation des hommes et, selon la moyenne nationale, seulement 8% des fonctions hautement qualifiées et rémunérées sont occupées par des femmes. Dans le secteur public, les femmes occupent 26,7% de toutes les fonctions, notamment de haut niveau et au niveau de la direction. Enfin, les femmes au Bénin perçoivent 73% du salaire des hommes pour un travail de valeur égale. Le taux d'alphabétisation des femmes est d'environ la moitié de celui des hommes.

Bien que la loi stipule que le gouvernement doit satisfaire les besoins des personnes handicapées, aucune loi n'interdit la discrimination à leur égard. Les personnes handicapées sont confrontées à des difficultés pour accéder aux services d'emploi et sociaux et un grand nombre d'entre elles ont été contraintes de mendier pour subvenir à leurs propres besoins.

La loi interdit la discrimination à l'égard d'une personne atteinte de VIH/SIDA durant toutes les étapes de l'embauche ou de l'emploi.

### **Burkina Faso**

La Constitution et la législation du Burkina Faso interdisent la discrimination fondée sur la race, le genre, l'invalidité et d'autres motifs. Le harcèlement sexuel est interdit par le Code du travail et les sanctions sont suffisamment strictes, allant d'amendes à cinq années d'emprisonnement. Toutefois, aucune information ne permet de déterminer si des poursuites judiciaires ont été engagées contre de tels cas.

Le Burkina Faso est classé aux positions en queue de la liste mondiale des disparités entre hommes et femmes. Les femmes représentent 45% de la main-d'œuvre et perçoivent 81% de la rémunération des hommes pour un travail de valeur égale. Seulement 16% des fonctions hautement qualifiées et au niveau de la direction sont occupées par des femmes. Les femmes représentent environ un quart de la main-d'œuvre dans le secteur public; toutefois, leurs fonctions sont peu qualifiées et faiblement rémunérées. Le taux d'alphabétisation des femmes est d'environ la moitié de celui des hommes.

La loi interdit la discrimination contre les personnes souffrant d'un handicap mental ou physique; toutefois, le gouvernement n'a, en réalité, pas fait respecter ces dispositions. De nombreuses personnes handicapées qui sont capables de travailler feraient l'objet de discrimination et des normes sociétales profondément ancrées qui rendent difficile leur accès aux possibilités d'emploi. Le gouvernement a établi un comité national qui met en œuvre des programmes visant à l'intégration des personnes handicapées et lance des campagnes de sensibilisation.

Selon le Rapport sur les droits de l'homme du Département d'État américain, les personnes atteintes de VIH/SIDA « n'ont généralement pas fait l'objet de discrimination en termes de pratiques d'emploi ou sur le lieu de travail » mais sont victimes d'expulsions de leur domicile et d'autres formes de stigmatisation sociale.

## **Mali**

La Constitution interdit la discrimination fondée sur le genre, la race et d'autres motifs. Il n'existe aucune loi sur le harcèlement sexuel, qui serait une pratique commune. Selon la correspondance entre le gouvernement et la CEACR, les femmes employées dans des formes atypiques d'emploi sont souvent victimes de violence, et plus particulièrement de violence sexuelle.

Le Mali est classé en queue de la liste mondiale des disparités entre hommes et femmes. Les femmes ne représentent que 15% de la main-d'œuvre formelle; dans le même temps, le nombre de femmes actives est de 57 pour 100 hommes. Les femmes sont fortement sous-représentées n'occupant que 25% des fonctions de direction ou autres postes hautement qualifiés par rapport aux hommes. Elles percevraient 74% de la rémunération de leurs homologues masculins pour un travail de valeur égale. Toutefois, les femmes employées par le gouvernement sont rémunérées sur un même pied d'égalité que les hommes. Environ un quart des fonctions dans le secteur public sont occupées par des femmes. Le taux d'alphabétisation des femmes est d'environ la moitié de celui des hommes.

Aucune loi ne protège les personnes handicapées et leur accès à l'emploi, aux services et centres sociaux est restreint. Aucune information n'est disponible sur la discrimination à l'égard des personnes handicapées.

Les Kel Tamasheqs seraient également victimes de discrimination en termes d'accès à l'emploi, aux services sociaux et à d'autres aspects de la vie.

Les personnes vivant avec le VIH/SIDA font l'objet de discrimination et perdent généralement leur emploi lorsque leur séropositivité est dévoilée.

### **Conclusions**

*Les femmes sont victimes de discrimination en termes d'accès à l'emploi, d'égalité de rémunération et de participation à des fonctions hautement qualifiées et rémunérées. Dans les trois pays, le taux d'alphabétisation des femmes est d'environ la moitié de celui des hommes. En ce qui concerne le Bénin et le Burkina Faso où la loi interdit expressément le harcèlement sexuel, aucune information ne permet de déterminer si ces actes ont fait l'objet de poursuites judiciaires. Les personnes handicapées et les personnes vivant avec le VIH/SIDA ne sont pas suffisamment protégées par la loi et leur accès à l'emploi et aux services sociaux est restreint.*

### **III. Travail des enfants**

Le Bénin a ratifié en 2001 la Convention n°138 de l'OIT sur l'âge minimum et la Convention n°182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. Le Burkina Faso a ratifié les Conventions n°138 en 1999 et n°182 en 2001. Le Mali a ratifié les Conventions n°138 en 2002 et n°182 en 2000.

#### **Bénin**

L'âge minimum d'admission à l'emploi est fixé à 14 ans, à l'exception du travail domestique et des travaux légers temporaires ou saisonniers pour autant qu'ils n'influent pas sur la scolarité ni le rendement scolaire et qu'ils soient enregistrés par leur employeur. Les enfants ne devraient pas réaliser de travail de nuit ni des travaux dangereux. Toutefois, l'établissement d'une liste des types de travaux dangereux et légers, notamment les heures de travail journalières et hebdomadaires maxima, est toujours en cours. La traite des enfants est également interdite par la loi mais les sanctions ne sont pas suffisamment efficaces ni dissuasives. Le gouvernement a signalé qu'un nouveau Code de protection des enfants est actuellement en cours d'élaboration. Le nouveau Code couvrira les enfants travaillant à leur propre compte, qui ne sont pas couverts par la législation actuelle.

L'éducation au Bénin est gratuite et obligatoire. Le Bénin a réalisé des progrès pour améliorer le taux de scolarité dans l'enseignement primaire, qui s'élève à 78%. Toutefois, seuls 40% des garçons et 27% des filles poursuivent l'enseignement secondaire. Il est estimé que 46% des enfants dans le pays travaillent.

Dans la pratique, le travail des enfants est généralisé et la mise en œuvre de la législation est limitée en raison de l'absence d'inspecteurs. En outre, les inspecteurs ne contrôlent pas l'activité économique informelle, où le travail des enfants est principalement répandu. Dans les régions rurales, les enfants travaillent généralement dans les mines, les exploitations agricoles familiales, l'élevage et d'autres petites entreprises et, dans les zones urbaines, sur

les sites de construction, la vente dans les rues ou comme domestiques. Les enfants dans les rues de la ville peuvent également être victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales.

Selon la pratique des « vidomégons », les familles rurales pauvres envoient leurs enfants, généralement des filles, dans les villes afin qu'ils bénéficient d'une éducation tout en travaillant comme domestiques. Les familles qui envoient leurs enfants s'arrangent avec une famille urbaine, dans certains cas des parents, pour que celle-ci fournisse un logement et une alimentation à l'enfant qui travaille. Les deux familles divisent ensuite le revenu généré par le travail de l'enfant. Il est fréquent que la scolarité de l'enfant ne soit pas la première priorité de la famille d'accueil et que les enfants travaillant selon cette pratique soient exploités, travaillent dans des conditions inhumaines et soient parfois victimes d'abus physiques. En outre, certains parents confient leurs enfants (les « vidomégons ») à des intermédiaires qui les engagent dans des fermes et des services domestiques à condition que la famille bénéficie du travail de son enfant, bien que dans de nombreux cas ces agents s'avèrent être des trafiquants. Il est fréquent que les garçons soient envoyés à des enseignants coraniques qui leur assurent une éducation religieuse et professionnelle. Ces garçons sont souvent contraints de travailler, généralement dans des fermes, en échange d'une éducation coranique.

En 2008, la Brigade de protection des mineurs a arrêté 58 trafiquants et sauvé 222 victimes. Toutefois, il semblerait que les autorités de lutte contre la traite aient été freinées par la corruption.

Le gouvernement du Bénin s'efforce de combattre le travail et la traite des enfants en mettant en œuvre un plan quadriennal, en collaboration avec des organisations internationales (UNICEF, UE, OIT/IPEC), des ONG, des programmes d'aide internationale (USAID), le Danemark, la France et des pays voisins. Le gouvernement a lancé des campagnes destinées à informer les parents sur les dispositions en matière de travail et à sensibiliser au travail et à la traite des enfants. En vue de renforcer les actions de l'inspection du travail, plusieurs séminaires ont été organisés, en particulier un atelier visant à sensibiliser l'opinion publique et à former les inspecteurs du travail par rapport au travail et à la traite des enfants. Le Bénin participe au Programme de lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail en Afrique de l'Ouest et du Centre (LUTRENA) pour soustraire 4.000 enfants des pires formes du travail des enfants et permettre leur réadaptation et intégration dans la formation professionnelle.

## **Burkina Faso**

L'âge minimum d'admission à l'emploi est fixé à 14 ans par la loi, qui interdit aux personnes âgées de moins de 18 ans de réaliser du travail de nuit. Le travail dangereux, qui est défini par une liste d'activités et d'entreprises, est interdit aux personnes âgées de moins de 16 ans. Toutefois, cette disposition n'est pas conforme à la Convention n°138 qui fixe l'âge minimum à 18 ans. Les enfants âgés de 12 ans sont autorisés à réaliser des travaux légers alors que la Convention fixe l'âge minimum à 13 ans. Des sanctions suffisamment fermes, allant d'amendes à cinq ans d'emprisonnement, sont prévues pour ceux qui violent la loi. Le Code du travail définit les pires formes de travail et interdit expressément le trafic d'enfants à travers une loi décrétée en mai 2008 qui prévoit des sanctions jusqu'à 20 ans d'emprisonnement.



Le Burkina Faso assure une éducation gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Selon le gouvernement, le taux brut de scolarisation des filles est passé de 64,9% en 2005-06 à 79,1% en 2007-08 et le taux des garçons est passé de 76,4% à 90,5% pour la même période. Toutefois, selon un rapport de l'UNESCO, « bien que le pays ait fait d'énormes progrès en vue d'assurer une scolarisation universelle dans l'enseignement primaire, il est peu probable qu'il atteigne l'objectif d'éducation primaire universelle pour tous d'ici à 2015 ». Dans ce contexte, selon les statistiques de l'UNICEF de 2006, le taux net de scolarisation primaire est de 44% pour les filles et de 49% pour les garçons et, dans l'enseignement secondaire, de 15% pour les filles et de 17% pour les garçons.

Le Burkina Faso recourt uniquement à quelques inspections du travail qui ne peuvent contrôler suffisamment les formes d'emploi formelles ou atypiques et il semblerait que les autorités ne sont pas formées adéquatement pour reconnaître et poursuivre en justice efficacement les cas de travail des enfants. Il est estimé que pratiquement la moitié des enfants du pays travaillent, principalement comme domestiques, agriculteurs, éleveurs de bétail et mineurs ainsi que dans des entreprises familiales. Les garçons travaillent dans des conditions dangereuses dans les plantations de coton, s'exposant notamment à des pesticides, et dans les carrières, où ils sont exposés au mercure et à d'autres substances chimiques dangereuses. Les filles travaillent généralement comme vendeuses ambulantes ou sont contraintes à la mendicité. La prostitution des enfants locaux victimes de la traite serait pratiquée bien qu'il n'existe aucune information sur l'ampleur du problème. Il est fréquent que les garçons envoyés dans une famille pour suivre une éducation coranique soient contraints à la mendicité par certains de leurs enseignants afin de collecter des fonds pour la fondation ou pour payer leurs frais d'inscription.

Durant 2008, les organes chargés de l'application de la loi ont engagé des poursuites contre 31 cas d'enfants victimes de traite devant les 19 tribunaux supérieurs et 18 personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement allant d'un à trois ans. Toutefois, la traite d'enfants constitue un délit grave et les juges devraient chercher à imposer la sanction la plus ferme possible.

Le gouvernement burkinabé participe à l'Accord multilatéral de coopération sur la lutte contre la traite des personnes et au Plan d'action conjoint de lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en Afrique de l'Ouest et centrale. Le gouvernement mène des programmes sur la prévention, la protection et la réadaptation des enfants travailleurs avec des ONG (COBUFADE et APRODEB). Deux projets sont menés dans le cadre du Programme international pour l'élimination du travail des enfants (OIT/IPEC): le premier cible le travail des enfants dans les mines d'or et le second vise à fournir une formation professionnelle et un programme d'apprentissage aux enfants libérés. Le Burkina Faso a, en outre, inclus la suppression du travail des enfants et la réadaptation des enfants à travers des éléments de formation dans sa politique et son plan d'action en matière d'emploi. Les autorités s'efforcent également, à travers des campagnes médiatiques, de sensibiliser les parents aux dangers d'envoyer leurs enfants travailler loin de chez eux. Depuis 2007, le gouvernement met en oeuvre un Plan d'action national de lutte contre le trafic des personnes dans le cadre de sa politique d'action sociale nationale et plusieurs agences sont impliquées dans la lutte contre le trafic d'enfants. Le Burkina Faso prend également part au Programme de lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation de leur travail en Afrique de l'Ouest et du Centre (LUTRENA), qui a permis de renvoyer 632 enfants dans leur famille et a profité à 26.730 autres enfants depuis son origine en 2001. Enfin, le gouvernement a signé des accords de coopération bilatéraux sur la traite des enfants

transfrontalière avec la République du Mali ainsi que des accords multilatéraux avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

## **Mali**

Le Code de protection de l'enfant au Mali interdit le travail des enfants âgés de moins de 15 ans. Le Code du travail permet aux enfants âgés de 12 à 14 ans de réaliser des travaux domestiques et des travaux légers à caractère saisonnier, notamment la récolte et le triage dans les plantations. Toutefois, l'établissement d'une liste des activités de travaux légers suit encore son cours. Les enfants âgés de 15 à 17 ans ne peuvent porter, tirer ou pousser de lourdes charges. L'âge minimum d'admission au travail dangereux est de 16 ans, qui n'est pas conforme à la Convention n°138 de l'OIT qui fixe cet âge d'admission à 18 ans. La traite des enfants est passible de cinq à 20 ans de prison et la même sanction s'applique dans les cas d'exploitation sexuelle et d'abus de personnes âgées de moins de 15 ans.

L'éducation au Mali est gratuite et obligatoire bien que les étudiants doivent acheter eux-mêmes leur uniforme et leurs fournitures. Selon une étude nationale menée en 2005, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est de 56,7% (48,9% pour les filles et 64,8% pour les garçons) et dans l'enseignement secondaire (13-15 ans), ce taux s'élève à 20,6% (15,4% pour les filles et 26% pour les garçons). Les statistiques de l'UNICEF révèlent que le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire s'élève à 45% pour les garçons et à 33% pour les filles. Seulement 15% des garçons maliens et 11% des filles fréquentent l'école secondaire.

L'inspection du travail ne dispose pas de ressources suffisantes et le champ d'action des inspections est limité aux activités dans l'économie formelle. Environ 60% des enfants dans les régions rurales exercent un certain type d'activité économique, contre 36% des enfants dans les zones urbaines. Dans les régions rurales, ils travaillent généralement dans des fermes et des mines, dans de nombreux cas réalisant des activités dangereuses, notamment l'utilisation de machines, le transport de lourdes charges et le traitement de substances chimiques dangereuses. Dans les zones urbaines, les enfants sont trieurs d'ordures, vendent dans les rues et, en particulier les filles, sont soumis à la servitude domestique. Dans les villes, de nombreuses filles qui travaillent dans des bars et des hôtels ou comme domestiques deviennent victimes de l'exploitation sexuelle. Dans les zones rurales, l'exploitation sexuelle des filles est concentrée aux alentours des carrières et des mines, ainsi que des routes. Les enfants qui travaillent dans les rues sont particulièrement exposés à ce danger dans la mesure où ils risquent de se prostituer pour percevoir des revenus supplémentaires. L'étude nationale réalisée en 2005 démontre que 41% des enfants âgés de 5 à 14 ans réalisent des activités économiques à temps plein, 25% concilient le travail et les études et 17% ne fréquentent que l'école. Les heures de travail des enfants seraient excessives et, dans de nombreux cas, ils sont injustement rémunérés. La traite des enfants constitue un problème inquiétant. Enfin, de nombreux enseignants coraniques forceraient des enfants, parfois âgés de quatre ans seulement, à mendier ou à travailler dans des fermes afin qu'ils paient leur éducation et apprentissage ou pour collecter des fonds pour l'école.

Le Mali collabore avec l'OIT/IPEC en vue de libérer 3.000 enfants et d'empêcher que 6.000 autres enfants ne deviennent victimes d'exploitation. Les enfants libérés sont ensuite réintégrés à travers des programmes de formation professionnelle et d'apprentissage. Dans le cadre de ce Programme, une campagne nationale d'une semaine a été menée contre le travail des enfants en vue de sensibiliser l'opinion publique et de combattre le travail des enfants. Le

Mali participe également à l'Accord multilatéral de coopération sur la lutte contre la traite des personnes en Afrique de l'Ouest et du Centre et a convenu de poursuivre en justice les trafiquants et de réintégrer les victimes de la traite des enfants. Le gouvernement offre un logement provisoire et une protection aux victimes de la traite bien que seuls trois trafiquants aient été arrêtés en 2008, deux autres en 2009 et tous les cinq aient été relâchés ensuite sous réserve d'une enquête plus approfondie. Le Mali collabore avec l'USAID dans l'éducation des familles ainsi que des chauffeurs de camion, de bus et de taxi sur les méthodes utilisées par les trafiquants d'enfants.

### **Conclusions**

*Le travail des enfants est interdit dans les trois pays. Le Bénin n'a pas encore mis au point les listes des travaux légers et dangereux et la législation du Burkina Faso n'est pas conforme aux Conventions de l'OIT sur l'âge minimum d'admission aux travaux dangereux. Le respect de la législation est faible en raison de l'absence de ressources et le travail des enfants, en particulier ses pires formes, constitue un problème.*

### **IV. Travail forcé**

Le Bénin a ratifié la Convention n°29 de l'OIT sur le travail forcé en 1960 et la Convention n°105 de l'OIT sur l'abolition du travail forcé en 1961. Le Burkina Faso a ratifié la Convention n°29 en 1960 et la Convention n°105 en 1997. Le Mali a ratifié la Convention n°29 en 1960 et n°105 en 1962.

#### **Bénin**

La loi interdit le travail forcé et prévoit des peines d'emprisonnement. La loi de 2006 portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite d'enfants n'interdit pas toutes les formes de traite mais prévoit des sanctions fermes à l'encontre des auteurs.

Le travail forcé y est pratiqué et la traite des personnes constitue un problème. Une étude de 2006, publiée conjointement par le ministère de la Famille et de l'Enfant et l'UNICEF, révèle que plus de 40.000 enfants âgés de 6 à 17 ans ont été victimes de traite en 2006. La vaste majorité de ces enfants provenaient du Bénin et 7% étaient des étrangers. La plupart d'entre eux faisaient l'objet d'un trafic interne, principalement vers Cotonou, et 86% étaient des filles mineures. Les filles sont victimes de traite à des fins de servitude domestique et d'exploitation sexuelle et les garçons sont forcés de travailler dans l'agriculture, dans les rues et dans le secteur de l'artisanat. Le Bénin est essentiellement un pays d'origine des enfants victimes de traite et, dans une moindre mesure, une destination pour les enfants provenant du Togo, du Niger et du Burkina Faso. Selon le rapport publié en 2006 par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) intitulé « Mesures pour combattre la traite des êtres humains au Bénin, au Nigéria et au Togo », la traite touche des femmes venant du Niger, du Nigéria et du Togo, qui sont forcées à se prostituer et des femmes béninoises sont généralement victimes de la traite en Allemagne, en Belgique et en France, principalement à des fins d'exploitation sexuelle.

La police a arrêté 58 présumés trafiquants et les tribunaux provinciaux ont traité 20 cas relatifs à la traite durant 2008. Fin 2009, 155 dossiers étaient en instance et 40 dossiers ont abouti à des condamnations. Le gouvernement a réalisé des progrès pour libérer les victimes de la traite et leur fournir de l'aide dans un centre d'accueil, opération qui est largement

financée par des ONG. En 2009, la police est parvenue à libérer 266 victimes de la traite. Grâce à la coopération de l'UNICEF et de plusieurs ONG, le gouvernement a rapatrié et aidé à réintégrer 172 enfants étrangers victimes de la traite. Les autorités ont collaboré avec le Nigéria, le Cameroun et d'autres pays dans la libération, l'assistance, le rapatriement et la réinsertion des victimes. La participation des victimes à la procédure de poursuites pénales a été limitée et les victimes n'ont pas été incarcérées lorsqu'elles ont commis des délits liés à leur situation d'enfants victimes de la traite. Les officiers supérieurs de la police sont formés sur la lutte contre la traite des enfants à l'école de police.

Le gouvernement a mis en œuvre des programmes de sensibilisation dans les communautés, touchant ainsi 177.850 personnes. Conjointement avec le Nigéria, le Bénin a élaboré un Plan d'action conjoint en 2008-2009 de lutte contre la traite des enfants et met en œuvre les plans nationaux financés par l'UNICEF et l'OIT contre la traite des enfants.

### **Burkina Faso**

La loi interdit le travail forcé. La loi de 2008 portant lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées interdit toutes les formes de traite et prévoit des peines fermes allant de cinq ans de prison à l'emprisonnement à vie. Cette loi garantit également aux victimes la possibilité de solliciter leur maintien sur le territoire national à titre temporaire ou permanent.

La traite des personnes y est pratiquée et constitue un problème. La plupart des victimes sont des enfants soumis à la traite interne généralement aux fins de servitude domestique, d'exploitation sexuelle et de travail forcé dans l'agriculture ou les mines. Les enfants sont, en outre, victimes de traite vers les pays voisins aux fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle.

En 2008, les autorités ont sauvé 691 enfants burkinabés et étrangers victimes de la traite, ont arrêté 40 présumés trafiquants et ont traduit en justice 11 d'entre eux, alors que certains attendent encore leur jugement. Toutefois, les informations concernant les sanctions révèlent que les peines sont faibles, allant d'un emprisonnement d'un à 12 mois. En 2009, les autorités ont sauvé quelque 800 enfants. Le gouvernement finance, conjointement avec l'UNICEF, 23 centres de transit et a fourni, en 2009, des services de rapatriement et de réadaptation à 788 victimes. Le Burkina Faso participe au Plan d'action conjoint de 2006 de la CEDEAO-CEEAC de lutte contre la traite des personnes avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement a mis en œuvre des programmes de sensibilisation à travers les médias, qui ont touché 300.000 personnes et a organisé des formations sur la traite des enfants à l'intention de certains de ses responsables.

### **Mali**

Le Code pénal de 1973 interdit le travail forcé et prévoit des sanctions, notamment des emprisonnements, des amendes et le travail pénitentiaire. Le Mali n'interdit pas toutes les formes de traite mais la traite des enfants est clairement illégale. Toutefois, le gouvernement tente de rédiger une nouvelle législation afin d'interdire toutes les formes de traite. Les sanctions en cas de traite des enfants prévoient des emprisonnements de cinq à 20 ans. Selon la CEACR, « le Code pénal inclut le travail d'intérêt général comme nouvelle peine frappant les délits. Ce travail est une alternative à l'emprisonnement et a pour but de promouvoir de meilleures conditions de réadaptation, de réintégration sociale et de formation des personnes

condamnées ». Toutefois, aucune disposition n'a été adoptée pour régir l'application de la peine de travail d'intérêt général prévue dans le Code pénal.

Dans les tribus Bellah et Kel Tamasheq, le statut d'esclavage est attribué à la naissance et l'esclavage est transmis à travers les générations. De nombreux hommes et garçons songhaï seraient assujettis à la servitude pour dette dans les mines de sel dans le nord du pays. Bien qu'un grand nombre des responsables aient nié la pratique des formes traditionnelles d'esclavage héréditaire, la CEACR est vivement préoccupée par cette pratique et a exhorté le gouvernement malien à entreprendre des recherches.

Un grand nombre des victimes de la traite sont emmenées des zones rurales dans les villes. Les femmes victimes de la traite interne travaillent comme domestiques et prostituées et les hommes sont forcés à travailler dans l'agriculture ou les mines. De nombreux enfants sont victimes de la traite vers les pays voisins, forcés à la mendicité et au travail dans les mines, les plantations de coton et de cacao, et à des fins d'exploitation sexuelle.

Les autorités ont arrêté, en 2009, deux présumés trafiquants et, en 2008, trois suspects ont été arrêtés pour la traite de 26 enfants de la Guinée vers le Mali. Ces cinq trafiquants ont été remis en liberté en attendant que les dates de leur procès soient fixées. Le tribunal de première instance de Sikasso a été saisi d'un cas de traite d'enfants dans lequel les auteurs ont été renvoyés devant la cour d'assises mais aucune information n'a pu être obtenue sur cette décision de justice. En outre, six autres cas d'esclavage de personnes issues des groupes ethniques Bellah et Kel Tamasheq attendent de passer devant la justice. Le gouvernement ne prête aucune assistance directe aux victimes de la traite; toutefois, il les aiguille vers des ONG. En 2009, les autorités ont aidé 80 enfants victimes de la traite et un enfant victime de l'esclavage traditionnel. Les victimes n'ont pas été incarcérées pour les délits qu'elles auraient pu commettre en rapport avec leur situation d'enfants victimes de la traite. Le gouvernement a sensibilisé l'opinion publique au problème de la traite et du travail des enfants à travers une campagne régionale.

## Conclusions

*Le travail forcé et la traite des personnes sont illégaux dans les trois pays mais le Mali n'interdit pas toutes les formes de traite. Le travail forcé existe dans la pratique, touchant principalement les enfants. De nombreux rapports indiquent que les formes traditionnelles d'esclavage survivent au Mali.*

### **Recommandations concernant le Bénin**

1. Le gouvernement devrait supprimer les amendes lorsqu'un syndicat ne parvient pas à déposer ses Statuts auprès du ministère de l'Intérieur dans le cadre d'un processus de trois mois, dans la mesure où ceci constitue un obstacle à la formation de nouveaux syndicats.
2. Le gouvernement doit mettre en conformité la définition des services essentiels avec la Convention n°87 de l'OIT.
3. Les gens de la mer devraient bénéficier du droit de négociation collective et du droit de grève.
4. Les autorités ne devraient pas intimider les travailleurs en grève, ni les menacer de quelque manière que ce soit.
5. La loi devrait interdire les cas de chantage sexuel et les autorités devraient commencer à traduire en justice les auteurs de harcèlement sexuel.
6. Le gouvernement doit édicter de nouvelles lois interdisant la discrimination contre les personnes handicapées et améliorant leur accès aux services d'emploi et sociaux.
7. Les partenaires sociaux devraient finaliser la liste des types de travaux dangereux et de travaux légers.
8. La législation devrait être amendée afin d'interdire toutes les formes de traite.

### **Recommandations concernant le Burkina Faso**

1. Le gouvernement devrait élargir le champ d'application et la portée de la définition de la grève afin d'autoriser l'exercice de ce droit à tous(toutes) les travailleurs/euses qui en bénéficient selon les Conventions n°87 et 98 de l'OIT.
2. Les larges pouvoirs de réquisition attribués au gouvernement en ce qui concerne les entreprises privées et les établissements et services publics devraient être mis en conformité avec la Convention n°87 et se limiter aux services essentiels.
3. Le gouvernement devrait mettre un terme à toutes les mesures de représailles à l'encontre des grévistes dans le secteur public ainsi qu'au harcèlement, aux arrestations et aux interrogations dont font l'objet les grévistes.
4. Le gouvernement devrait respecter les décisions prises par les tribunaux en ce qui concerne la réinsertion des grévistes licenciés illégalement.
5. Le gouvernement devrait s'efforcer de changer les normes sociétales concernant les personnes handicapées et d'améliorer leur accès aux services d'emploi et sociaux.
6. La loi sur les travaux dangereux devrait être mise en conformité avec la Convention n°138 de l'OIT qui fixe l'âge minimum d'admission à 18 ans. Les enfants âgés de moins de 13 ans ne devraient pas être autorisés à effectuer des travaux légers.

### **Recommandations concernant le Mali**

1. Le gouvernement devrait permettre aux travailleurs/euses âgé(e)s de 16 ans de former des syndicats et d'y adhérer.
2. La loi devrait être amendée de sorte à interdire la discrimination contre les membres syndicaux. Le gouvernement devrait également mettre fin à la discrimination et favoriser certaines confédérations syndicales maliennes.

3. Le gouvernement devrait permettre d'urgence les négociations sur la révision de plusieurs conventions collectives fédérales dans le secteur privé et entreprendre la renégociation des conventions collectives du secteur public qui n'ont pas été renégociées depuis plusieurs décennies.
4. Les vastes pouvoirs accordés au ministère du Travail pour recourir à l'arbitrage obligatoire devraient se limiter aux services essentiels au sens strict du terme.
5. Le gouvernement devrait mettre un terme aux restrictions aux grèves et respecter l'exercice de ce droit.
6. Le gouvernement devrait interdire le harcèlement sexuel et les autorités devraient commencer à traduire en justice les auteurs des actes de harcèlement sexuel.
7. Le gouvernement doit adopter des mesures visant à améliorer l'accès à l'emploi et aux services sociaux du groupe ethnique Kel Tamasheq.
8. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour modifier les normes sociétales concernant les personnes qui vivent avec le VIH/SIDA et leur offrir des perspectives d'emploi.
9. Le gouvernement devrait adopter des mesures pour offrir des perspectives d'emploi aux personnes handicapées et améliorer leur accès à l'emploi, aux services et centres sociaux.
10. Les partenaires sociaux devraient finaliser la liste des types de travaux légers.
11. La loi concernant les travaux dangereux devrait être mise en conformité avec la Convention n°138 qui fixe l'âge minimum à 18 ans.
12. La législation malienne devrait être amendée afin d'interdire toutes les formes de traite.
13. Le Code pénal devrait être amendé de sorte à supprimer les dispositions relatives au travail d'intérêt général à titre de nouvelle peine frappant les délits.
14. Le gouvernement devrait adopter des mesures urgentes afin de veiller à ce que les formes traditionnelles d'esclavage soient abolies.

### **Recommandations générales**

1. Les gouvernements devraient prendre des mesures urgentes visant à améliorer la participation des femmes à la main-d'œuvre et aux emplois hautement qualifiés et rémunérés et à combler l'écart de rémunération.
2. Le gouvernement devrait encourager activement les entreprises à adopter des programmes en matière de VIH/SIDA sur le lieu de travail.
3. Les gouvernements devraient adopter des mesures urgentes afin d'améliorer les taux de scolarisation et les taux de fréquentation scolaire en mettant l'accent sur l'amélioration du taux d'alphabétisation des femmes.
4. Les écoles doivent faire l'objet d'inspections à la suite des allégations sérieuses d'enfants contraints à la mendicité et forcés à travailler en échange d'une éducation religieuse et professionnelle.
5. Les gouvernements devraient commencer à traduire en justice activement les auteurs de la traite et les tribunaux devraient chercher à imposer les amendes les plus fermes aux auteurs de ces graves délits.

6. Les gouvernements devraient renforcer leur capacité à reconnaître les victimes de la traite et à leur prêter assistance.
7. Les gouvernements devraient renforcer leurs capacités d'application de la loi et judiciaires en vue de contrôler et de faire respecter les législations du travail, notamment la législation concernant les violations des droits des travailleurs, le travail des enfants, le travail forcé et la traite des personnes et commencer à sanctionner les auteurs de ces délits.
8. Les inspections du travail devraient être financées adéquatement et les inspecteurs devraient être formés de manière appropriée.
9. Conformément aux engagements auxquels le Bénin, le Burkina Faso et le Mali ont souscrit lors des Conférences ministérielles de l'OMC à Singapour et à Doha et à leurs obligations en tant que membres de l'OIT, les gouvernements de ces trois pays devraient soumettre des rapports réguliers à l'OMC et à l'OIT concernant leurs amendements législatifs et la mise en œuvre de toutes les normes fondamentales du travail.
10. L'OMC devrait attirer l'attention des autorités du Bénin, du Burkina Faso et du Mali sur les engagements qu'ils ont pris afin de respecter les normes fondamentales du travail lors des Conférences ministérielles à Singapour et à Doha. L'OMC devrait demander à l'OIT de renforcer son travail auprès des gouvernements du Bénin, du Burkina Faso et du Mali en la matière et de soumettre un rapport au Conseil général de l'OMC à l'occasion du prochain examen des politiques commerciales.



## Références

Anti-Slavery International, *Arrested Development: Discrimination and slavery in the 21st Century*, 2008

Internationale de l'éducation (IE), *Baromètre des droits humains et syndicaux dans le secteur de l'éducation, Bénin, Burkina Faso et Mali*, 2007

OIT, Commission d'experts pour l'application des Conventions et Recommandations (CEACR), *Rapports, observations particulières, observations générales et demandes directes*, 2007-2010

OIT, *Ratification des normes fondamentales du travail*

IRIN News, *Benin: More than 40,000 children trafficked each year*, 06/03/2008  
<http://www.crin.org/resources/infodetail.asp?id=16590>

CSI, *Rapport annuel des violations des droits syndicaux*, 2009 et 2010

UNICEF, statistiques sur l'éducation et la protection de l'enfant, mars 2010  
[http://www.unicef.org/french/infobycountry/mali\\_statistics.html](http://www.unicef.org/french/infobycountry/mali_statistics.html)  
[http://www.unicef.org/french/infobycountry/burkinafaso\\_statistics.html](http://www.unicef.org/french/infobycountry/burkinafaso_statistics.html)  
[http://www.unicef.org/french/infobycountry/benin\\_statistics.html](http://www.unicef.org/french/infobycountry/benin_statistics.html)

Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *Mesures pour combattre la traite des êtres humains au Bénin, au Nigéria et au Togo*, septembre 2006

Département d'État des États-Unis, *2008 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Benin, Burkina Faso and Mali*, 10 septembre 2009

Département d'État des États-Unis, 2009 et 2010, *Country Reports on Human Rights Practices - Benin, Burkina Faso and Mali*, 25 février 2009 et 11 mars 2010

Département d'État des États-Unis, *Trafficking in Persons Report 2009 and 2010 - Benin, Burkina Faso and Mali*, 16 juin 2009 et 14 juin 2010

Forum économique mondial, *The Global Gender Gap Report*, 2009